



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE III

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République d'Haïti pour 2024

Document d'action Développement territorial intégré du Nord-Est d'Haïti

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Développement territorial intégré du Nord-Est d'Haïti Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62838 Financé au titre de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative «Équipe Europe»	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République d'Haïti (Département du Nord-Est, et en particulier les 6 communes des arrondissements de Ouanaminthe et Fort-liberté).
4. Document de programmation	Cette action s'inscrit dans le cadre du Programme Indicatif Pluriannuel d'Haïti (PIP) 2021-2027
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du PIP concerné	L'action couvre les objectifs spécifiques du 3 ^{ème} domaine prioritaire du PIP d'Haïti 2021-2027, à savoir : <i>OS.1 Promouvoir et valoriser des systèmes agro-alimentaires équitables, climatiquement résilients, régénérateurs de biodiversité et durables ;</i> <i>OS.2 Améliorer la résilience urbaine aux risques physiques, climatiques, écologiques et économiques.</i> Pour les deux OS, il y a lieu de renforcer les acteurs locaux dans leur capacité à planifier et gérer durablement leur territoire.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	3 ^{ème} domaine prioritaire du PIP : <i>Territoires Productifs et Résilients</i> . Secteurs : Agriculture et développement rural (DAC 310) ; Résilience et développement urbain (DAC 430).
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 1 (Zéro pauvreté) Autres ODD importants : ODD 2 (Zéro faim), ODD 5 (Égalité de genre), ODD 8 (Accès à des emplois décents), ODD 9 (Bâtir une infrastructure résiliente), ODD 10 (Inégalités)

	réduites), ODD 11 (Villes et communautés durables), ODD 13 (13 Lutte contre le changement climatique), et ODD 15 (15 Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres).			
8. a) Code(s) CAD	43010 - Aide plurisectorielle (30%) 31120 - Développement agricole (55%) 43030 - Développement et gestion urbaine (15%)			
8. b) Principal canal d'acheminement	20 000 – Organisation Non Gouvernementale et société civile 21 000 – ONG Internationales			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	

	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique	OUI	NON	/
	énergie	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	transports	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	santé	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	éducation et recherche	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire) : 14.020141 Coût total estimé : 23 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 23 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe par : <ul style="list-style-type: none"> - Subventions - Marchés publics 			

1.2 Résumé de l'action

Haïti traverse depuis plusieurs années une spirale négative de crise politique, économique, sécuritaire, alimentaire et environnementale. Cette action prétend contribuer aux efforts de récupération et stabilisation du pays, dans des zones qui subissent les effets indirects de la violence sans en être directement.

Le département du Nord-Est, autrefois l'un des plus isolés et défavorisés d'Haïti, est aujourd'hui en pleine évolution démographique. La région souffre de niveaux élevés de vulnérabilité sociale et environnementale, avec une forte exposition aux risques climatiques et aux migrations internes causées par la violence surtout dans la capitale. Cela entraîne une pression croissante sur les ressources naturelles, les terres agricoles et les infrastructures, en particulier dans les arrondissements¹ d'Ouanaminthe et Fort-Liberté. Les autorités locales, avec des ressources et des capacités limitées, ne sont pas en mesure de relever seules ces défis et de répondre aux besoins essentiels de la population.

La troisième priorité du MIP 2021-2027, *Territoire productif et résilient*, répond au premier grand chantier du Plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH)² sur la **Refondation territoriale** qui inclue : l'aménagement du territoire, la gouvernance locale, les services agricoles, environnementaux et l'articulation entre l'urbain et le rural. L'action **Développement Territorial Intégré du Nord-Est d'Haïti** embrasse cette approche en proposant de faire jouer à l'échelle de 6 communes d'un même département cette multisectorialité.

L'objectif global du programme de Développement Territorial Intégré du Nord-Est d'Haïti est de contribuer à *l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des populations urbaines et rurales du Nord-Est d'Haïti et en particulier des femmes et des jeunes, et ceux provenant des 40 % les plus pauvres de la population, à travers le renforcement de la gouvernance locale, la valorisation du potentiel agricole, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration des services de base urbains et ruraux.*

L'action prévoit la mise en place d'un programme territorial intégré dans les 6 communes des arrondissements de Ouanaminthe et Fort-Liberté, dans le département du Nord-Est. Le programme, construit autour d'une approche territoriale pour le développement local (TALD), se concentre sur le renforcement de la **gouvernance locale** et comprend des **investissements** dans **l'agriculture durable** et la **résilience urbaine**. La question de la gouvernance territoriale sera soutenue au niveau communal, départemental et national. Un soutien spécifique sera également apporté pour garantir la cohérence du programme.

L'appui à la gouvernance territoriale sera assuré au niveau communal par les mairies, départemental par les services déconcentrés des ministères secteurs et national par le Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT) et les ministères sectoriels concernés. Pour garantir l'ancrage territorial nécessaire pour l'articulation du programme, un soutien spécifique sera donné à **la gouvernance locale du Nord-Est³ (composante 1)** à travers le renforcement des communes et des acteurs de la société civile, dans leur rôle de moteur du développement local (OS.1). Le programme renforcera les capacités de planification, de gestion et de prestation de services de base des communes, en coordination avec les services déconcentrés de l'État. Les organisations locales de la société civile seront soutenues, et un Fonds d'Investissement Local sera créé pour aider les initiatives des communes et des Organisations de la société civile (OSC) en milieu urbain et rural. L'égalité des genres et l'inclusion (en particulier des jeunes et des personnes handicapées) seront prioritaires, avec un renforcement de la participation des femmes dans la gouvernance locale. De plus, les autres deux composantes de ce programme (agriculture durable et résilience urbaine) seront également ciblées, avec une approche intégrée de la planification territoriale, de l'accompagnement des parties prenantes et du financement des infrastructures prioritaires.

En milieu rural, l'investissement spécifique sur l'agriculture durable a pour objectif **d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et la productivité agricole du Nord-Est (composante 2)** à travers la modernisation des infrastructures, la gestion intégrée des bassins versants et le soutien à la production et à la transformation agricole (OS.2). L'action soutiendra l'agriculture dans les plaines de Marion et Maribaroux en construisant et réhabilitant des infrastructures d'irrigation et de drainage. Elle aidera également les petits producteurs à adopter des pratiques agro écologiques et à cultiver des variétés diversifiées et résistantes au changement climatique. Pour assurer la durabilité de ces investissements et réduire la vulnérabilité des populations et des récoltes face aux aléas climatiques, l'action restaurera les zones dégradées des deux bassins-versants en promouvant l'agroforesterie et en protégeant les écosystèmes riches en biodiversité. Le programme renforcera également l'offre de services agricoles et environnementaux en collaborant avec la direction départementale du Ministère de l'Agriculture, des Ressources

¹ Délimitation territoriale intermédiaire entre les communes et le département.

² <https://observatorioplanificacion.cepal.org/en/plans/plan-strategique-de-developpement-dhaiti>

³ Plus concrètement des 6 communes regroupées dans les arrondissements de Ouanaminthe et Fort-Liberté.

Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), du centre de production de plantule endémique du ministère de l'environnement et des comités de bassins versants et d'irrigants.

Sur le plan urbain, le programme prévoit *d'appuyer la mise en œuvre de l'agenda urbain d'Haïti à travers l'élaboration des PAEEV⁴ des deux pôles urbains du Nord-Est : Ouanaminthe et Fort-Liberté (composante 3), (OS.3).* Le programme soutiendra l'agenda urbain d'Haïti en capitalisant sur les leçons du programme Urbayiti dans l'Ouest et le Sud d'Haïti par l'UE et ses États membres. Il cible Ouanaminthe et Fort-Liberté, deux villes prioritaires du Plan d'Aménagement du Nord/Nord-Est⁵. Ouanaminthe doit contenir son extension anarchique qui affecte les infrastructures urbaines stratégiques, menace les terres agricoles de Marion et Maribaroux, et augmente l'insalubrité et la pollution plastique. Pour Fort-Liberté, il s'agit de promouvoir une extension et un développement maîtrisés. L'interaction entre l'urbain et le rural est cruciale pour Ouanaminthe et la plaine de Maribaroux et sera prise en compte dans les deux composantes. L'action prévoit l'élaboration de plans d'aménagement urbain (PAEEV) incluant les enjeux environnementaux et climatiques, et leur mise en œuvre⁶. Lien avec les ODD, CAD et marqueurs importants :

La stratégie d'intervention de l'action s'inscrit dans le nouveau cadre pour une Europe globale aligné avec l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI⁷-2021-2027) et sur les priorités du Pacte vert (l'action environnementale et extérieure) et des alliances pour une croissance et un développement durable. L'action contribuera directement aux Objectifs de Développement Durables # 1 Zéro pauvreté, # 2 Zéro faim, # 5 Genre, # 6 Accès à l'eau salubre et à l'assainissement, # 8 Accès à des emplois décents, # 9 Bâtir une infrastructure résiliente, # 10 Inégalités réduites, # 11 Villes et communautés durables, # 13 Lutte contre le changement climatique et #15 Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres. Les actions proposées correspondent aux codes CAD suivant : 310 Agriculture et développement rural, 430 Développement urbain, 151 Décentralisation et soutien aux administrations infranationales.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Depuis l'assassinat du président Moïse en juillet 2021, Haïti est plongé dans une crise politique et sécuritaire majeure. Les gangs armés contrôlent la majorité de la capitale, Port-au-Prince, et une grande partie de la région voisine de l'Artibonite. En conséquence, le pays traverse l'une des pires crises humanitaires de son histoire. Néanmoins, des développements récents sont extrêmement encourageants. Depuis juin 2024, le pays dispose désormais d'un Conseil Présidentiel de Transition, d'un nouveau Premier Ministre ainsi que d'un gouvernement, avec un profil plus technocratique, et commence à se stabiliser politiquement. La sécurité, la fourniture des services de base à la population et la lutte contre la corruption sont les axes de travail principaux du gouvernement. La Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MSSM) approuvée par le Conseil de Sécurité de l'ONU a commencé son déploiement et devrait permettre le renforcement des capacités pour rétablir la sécurité interne en mettant fin à la violence des gangs et à leur contrôle du territoire.

La situation économique des ménages en Haïti est marquée par des niveaux élevés d'extrême pauvreté. Selon les dernières estimations de la Banque Mondiale⁸, 87,6% de la population vit avec moins de 3,65 dollars par jour et 29,2% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté extrême. La population fait face à une dépendance marquée vis-à-vis de l'aide humanitaire (plus de 48% selon OCHA) alors que presque 5 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire. L'indice de développement humain (IDH, UN 2022) d'Haïti est de 0,552, ce qui le classe dans la catégorie de développement humain moyen, et le place au 158^e rang sur 193 pays et territoires.

Le Nord-Nord-Est une région en pleine mutation :

Sur le plan régional le Nord/Nord-Est qui dispose d'un schéma d'aménagement spécifique, est aujourd'hui l'un des axes les plus dynamiques d'Haïti, le seul en dehors de Port-au-Prince disposant d'un port et d'un aéroport

⁴ Plan d'Aménagement d'Extension et d'Embellissement des Villes-Agenda Urbain Haïti- Programme UE [Urbayiti](#)

⁵ Publication du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT 2012).

⁶ La mise en œuvre des PAEEV est prévue dans le présent DA mais est conditionnée à l'allocation de ressources financières additionnelles (top-ups).

⁷ [Regulation \(2021/947\)](#)

⁸ Haiti overview, Avril 2024 <https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview>

international (Cap-Haïtien) en plus d'une connexion terrestre⁹ avec la République Dominicaine. Bien que le Nord et le Nord-Est soient épargnés des problèmes sécuritaires de Port-au-Prince, ces derniers ont eu de nombreuses répercussions sur ces deux départements, avec notamment un afflux massif de population vers des villes comme Cap-Haïtien et Ouanaminthe et des pénuries régulières de carburant, affectant l'ensemble des activités économiques. Cette situation favorise par ailleurs une tendance à l'autonomisation des départements qui contraste avec la centralisation de fait de ces 40 dernières années. D'un point de vue économique, les blocages dans la capitale conduisent à une redéfinition des voies commerciales et des pôles économiques en faveur de l'axe Nord Nord-Est qui depuis le tremblement de terre de 2010 a fait l'objet d'une attention particulière des bailleurs de fonds.

Contexte spécifique du Nord-Est :

Stratégiquement positionné sur l'axe Nord/Nord-Est qui connecte Cap-Haïtien (deuxième ville du pays) à Ouanaminthe et la République Dominicaine, ce département connaît une croissance démographique très forte avec une population qui selon les dernières estimations avoisine les 400 000 personnes.

À l'image du reste du pays, le Nord-Est se caractérise par des niveaux de vulnérabilité des populations urbaines et rurales particulièrement élevées, alimentées par un manque crucial de services de bases, et d'infrastructures agricoles, urbaines et éducatives. Cette situation est accentuée par les déportations massives de migrants haïtiens de République Dominicaine sur le poste frontalier de Ouanaminthe/Dajabon : 7700 migrants y ont été rapatriés pour les seuls mois de février et mars 2024¹⁰ et par l'afflux de déplacés internes. Selon un récent rapport de l'OIM, Haïti compte plus de 570 000 déplacés internes¹¹. Ce contexte augmente la pression déjà très forte sur les ressources naturelles, les infrastructures urbaines et les terres productives, et augmente la vulnérabilité des communautés aux aléas climatiques, risques sismiques, tsunami, et anthropique auxquels le département est très exposé.

Les arrondissements ciblés et limitrophes de Fort-Liberté et de Ouanaminthe présentent une configuration unique basée sur la corrélation entre leur délimitation administrative, la délimitation des bassins versants de Marion et de Jassa-Lamatry, et la présence de deux plaines agricoles bordées par deux villes stratégiques.

Le tableau ci-dessous détaille les informations clés de la zone d'intervention du Programme :

Arrondissements/Pôle Urbains	Fort-Liberté	Ouanaminthe
Population	78,632	146,484
Superficie	349.92 Km ²	362.24 Km ²
Bassin Versant	Marion	Jassa-Lamatry
Plaine Agricole	Malfety	Maribaroux
Communes	Fort-Liberté, Perches, Ferrier	Ouanaminthe, Capotille, Mont-Organisé

Pertinence de l'approche :

L'analyse des principaux programmes actuellement mis en œuvre dans le département du Nord-Est et de manière générale en Haïti confirme l'absence d'approche territoriale intégrée. Mis à part quelques projets spécifiques, les principaux programmes de coopération mis en œuvre en Haïti privilégient des approches sectorielles (ex : agriculture, urbain, santé, eau et assainissement, transport, gestion des risques et désastres -GRD, gouvernance) sans logique territoriale spécifique.

La perspective d'articuler à l'échelle d'un même département un programme multisectoriel est particulièrement pertinente à la fois pour garantir une approche holistique répondant à de multiples besoins, et d'autre part pour structurer une vraie dynamique de changement impliquant l'ensemble des acteurs du territoire concerné dans une démarche de construction d'un agenda de développement durable et inclusif. De plus, l'approche Nexus Humanitaire-Développement-Paix sera adoptée tout au long du cycle du projet, pour travailler la résilience avec les mêmes communautés et assurer une complémentarité sectorielle entre acteurs humanitaires et du développement.

La concentration sur le Nord-Est trouve sa pertinence dans l'existence de disparités significatives en matière d'attention des bailleurs de fonds et niveaux de vulnérabilités, ainsi que par la nécessité d'un impact tangible à une échelle géographique cohérente. L'historique des interventions de l'UE dans ce département et notamment la

⁹ Route Nationale 6 reliant Cap-Haïtien et Ouanaminthe, construite en 2006 sur fond FED.

¹⁰ Rapport Service Jésuite aux Migrants

¹¹ Haïti — OIM "Report on the internal displacement situation in Haiti" — Round 7 - June 2024

construction de la route RN6 et des marchés et infrastructures frontalières a joué un rôle déterminant dans les changements opérés sur ce territoire durant ces 15 dernières années.

Enfin la combinaison de la vulnérabilité du Nord-Est avec son potentiel stratégique non exploité, notamment dans les domaines urbain et rural, résonne avec les priorités stratégiques de l'UE en Haïti.

L'action, qui s'inscrit dans l'articulation entre le nexus Humanitaire-Développement-Paix et les perspectives offertes par le Global Gateway, vise à accompagner les acteurs locaux dans la transformation du Nord-Est d'Haïti vers un développement inclusif, durable et résilient. En alignant son soutien financier avec le Plan stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), et de manière concrète avec le PAN-NE¹² la commission favorise des investissements stratégiques, urgents et prioritaires pour l'État, comme la valorisation du barrage de Marion ou les périmètres irrigués des plaines de Marion et Maribaroux. Cette action présente un potentiel de catalyseur significatif, non seulement des fonds complémentaires du MIP et du PIR¹³BM, la GIZ ou le Canada), mais également du gouvernement haïtien qui a intégré certains de ces investissements dans son budget pour l'exercice 2023-2024 et suivants.

Articulation avec le cadre stratégique national

Cette action s'inscrit de manière générale dans le cadre du Chantier 1 sur la « refondation territoriale » de la Politique Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH 2012-2030), de la décentralisation, et dans le cadre du Plan d'Aménagement du Nord Nord-Est (CIAT 2012-2030). Elle répond à la vision stratégique de la Politique de Développement Agricole (MARNDP 2010-2025) et du Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN 2010-2025), ainsi qu'à la Politique Nationale de Lutte Contre le Changement Climatique (PNCC 2019), qui se retrouve dans la Contribution Déterminée au niveau National (revue en 2022). Le Programme d'actions national d'adaptation (PANA), le Document de Stratégie pour la Résilience climatique (DSRC) sont aussi importants pour la mise en œuvre de ses priorités d'adaptation évoquées dans les différentes politiques nationales sur les changements climatiques. Elle contribue de manière directe à la mise en œuvre du plan programmatique pour la maîtrise de l'eau agricole pour la période 2018-2023 et couvrira une partie du financement nécessaire pour la mise en œuvre du schéma directeur de infrastructures agricoles du Nord-Est. La Politique nationale d'égalité femmes-hommes (2014-2034) et la loi sur l'intégration des personnes handicapées (du 13 mai 2012) sont en accord avec cette action en matière d'intégration et de participation citoyenne.

La coopération de l'UE joue un rôle essentiel dans le renforcement du fonctionnement des services de base de l'État haïtien, notamment en vue de soutenir sa fourniture de services publics de base à la population. L'approche ici basée sur l'aménagement du territoire permet d'adresser directement ces questions transversales et mettre en œuvre les priorités nationales en matière de l'adaptation au changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris. Une approche basée sur le genre sera aussi mise en place pour favoriser la participation des femmes dans les espaces de planification et de décision appuyé par le programme et en particulier dans la structuration du Fonds d'Investissement Local. Idem pour les jeunes.

2.2 Analyse des problèmes

Breve analyse des problèmes :

Le Nord-Est, malgré des besoins criants et un potentiel de développement considérable, souffre d'un manque d'investissement de l'État et des bailleurs de fonds, notamment dans les infrastructures essentielles agricoles et urbaines dans un contexte d'extrême vulnérabilité aux effets et aux chocs climatiques.

Situation de la gouvernance

La crise à laquelle fait face l'État haïtien limite considérablement sa capacité d'action dans le département. Les administrations communales sont souvent livrées à elles-mêmes et en première ligne des demandes et revendications des populations vulnérables. Si elles disposent d'un mandat général très large leur permettant de travailler sur de multiples domaines, elles ne disposent dans la pratique de presque aucun moyen (financier, matériel et humain) pour faire face à des besoins très nombreux et critiques. Les communes sont pourtant au cœur du schéma institutionnel haïtien et jouent un rôle crucial dans la gouvernance territoriale, comme assuré la coordination de la gestion des risques et désastres.

¹² Plan d'Aménagement du Nord Nord-Est

¹³ Programme binational Haïti-République Dominicaine

Situation de l'agriculture

Près de 45 % de la population du Nord-Est souffre actuellement d'insécurité alimentaire, IPC3¹⁴. L'agriculture est le premier pourvoyeur d'emplois avec près de 40 % de la main d'œuvre du département mais ne parvient ni à garantir des revenus minimums aux petits producteurs qui l'exercent, ni à faire face à l'insécurité alimentaire. Le tissu agricole est majoritairement composé de petits producteurs dont les exploitations sont en moyenne ¼ ou ½ hectare. Le Nord-Est dispose pourtant d'un fort potentiel agricole et notamment les plaines de Maribaroux (11 000 hectares) et Marion (3000 hectares)¹⁵, qui ne sont cependant que partiellement exploitées à cause du manque cruciale d'accès à l'eau, malgré des ressources hydriques importantes. C'est particulièrement vrai dans le cas de Marion dont le barrage de stockage d'une capacité de 10 millions de m³ récemment construit par l'État haïtien en 2021 n'a pas été suivie d'infrastructures d'irrigations dans la plaine en aval¹⁶. Dans le cadre de Maribaroux la question du drainage de la plaine et notamment des crues menace régulièrement les récoltes et provoque des inondations en zones urbaines. En amont, les niveaux avancés de dégradations et la déforestation des bassins versants de Marion et Maribaroux, à cause de l'agriculture sur brûlis pratiquée sur des pentes non adaptées à la production agricole, accélère l'érosion, la désertification et exacerbe la vulnérabilité aux chocs climatiques. Ces pratiques liées à la mauvaise gestion des bassins versants menace à court terme les populations, les récoltes et les infrastructures rurales et urbaines en aval et à moyen terme la disponibilité en eau pour les besoins humains et agricoles.

Situation des villes de Ouanaminthe et Fort-Liberté

Les villes du Nord-Est d'Haïti, au cœur de la forte croissance démographique du pays, sont devenues des centres d'urbanisation rapide et désorganisée. Près de 60% de la population du département vit désormais en milieu urbain, dans des quartiers souvent précaires et mal structurés. La ville de Ouanaminthe dont la population avoisine les 200 000 habitants, connaît la plus forte croissance urbaine du pays. Cette expansion, qui s'est produite sans un cadre de planification adéquat ni d'investissement public suffisant, entraîne une consommation progressive des terres agricoles, comme observé dans la plaine de Maribaroux. Cet étalement urbain non seulement menace la sécurité alimentaire, mais rend également difficile la fourniture de services de base, exacerbant le déficit d'infrastructures existant. Il a également un impact disproportionné sur les femmes et des individus en situation de vulnérabilité - en particulier ceux qui vivent avec un handicap-, qui sont généralement plus vulnérables dans des environnements urbains précaires.

Bien que le Programme d'Aménagement du Nord-Est (PAN-NE), élaboré par le CIAT, ait esquissé les contours de l'approche de développement urbain pour les deux pôles de Ouanaminthe et Fort-Liberté, aucune de ces villes ne disposent de schémas d'aménagement urbain et aucunes interventions récentes significative n'ont été mise en œuvre en matière d'aménagement urbain, à l'exception de quelques infrastructures spécifiques. Ces projets incluent les systèmes d'adduction d'eau potable à Ouanaminthe et Fort-Liberté, financés par la BID et l'AECID en collaboration avec la DINEPA. À Ouanaminthe, des investissements ont été réalisés dans les infrastructures frontalières, tels que les marchés, les douanes, les migrations et les ponts, financés par l'UE dans le cadre de programmes binationaux. Ces interventions soulignent l'importance des infrastructures de base et des connexions transfrontalières pour le développement urbain, mais elles mettent également en lumière le besoin de schémas d'aménagement urbain plus globaux et intégrés pour répondre aux défis croissants de l'urbanisation dans ces régions.

Femmes et personnes en situation de handicap

Selon les données de l'Enquête démographique et de santé (2016), il a été constaté que 24,9 % des adultes âgés de 15 ans et plus présentent une quelconque difficulté fonctionnelle. La prévalence des difficultés fonctionnelles est plus élevée chez les femmes (27,8%) que chez les hommes (21,4%).

En ce qui concerne la pauvreté multidimensionnelle, il y a des disparités entre les individus ayant au moins beaucoup de difficulté et aucune difficulté (25,2 points de pourcentage) et entre les individus ayant quelque difficulté et aucune difficulté (15,1 points de pourcentage). En d'autres termes, les personnes ayant des problèmes fonctionnels en Haïti sont plus souvent exposées à des privations multiples que celles qui n'en ont pas. Bien que la Convention de l'ONU sur les droits des personnes ait été ratifiée, Haïti persiste à utiliser des termes offensants dans ses lois et les personnes handicapées subissent des discriminations en ce qui concerne l'accès au travail, à la santé, à l'éducation et à la justice.

La dernière étude IPC de mars 2024 dans le Nord-Est met en évidence une détérioration significative de la situation alimentaire. Au total, il y a 4,9 millions de personnes (dont 53 % de femmes et de filles, 43 % d'enfants et 16 %

¹⁴ Rapport [IPC OCHA mars-juin 2024](#).

¹⁵ Près de 10 % de la surface de plaine du pays.

¹⁶ Les phases 2 et 3 du programme d'infrastructures de l'État n'ayant pas été mise en œuvre.

de personnes vivant avec un handicap) qui nécessitent une intervention immédiate pour sauver des vies, combler les déficits de consommation et préserver les salaires. Les adolescents, les jeunes femmes et les femmes sont fortement impactés par la décapitalisation des ménages. Avant la crise, les 24 ans et plus travaillaient dans l'agriculture, avec la pistache, le riz, le haricot, le manioc, la patate et l'élevage. Les femmes et les adolescentes vendaient les produits agricoles. Cela donnait aux femmes-mères la possibilité de veiller sur leur famille et leurs enfants en bas âge. Les agriculteurs ont subi une perte complète en raison de la crise et de la sécheresse. La communauté la plus touchée est celle du Bas Maribaroux¹⁷.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Les principales parties prenantes publiques sont le Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT), les ministères de l'Agriculture et des ressources naturelles (MARNDR), de l'Intérieur (MICT), de l'Environnement (MDE), notamment à travers leurs directions départementales, les autorités locales, les bureaux agricoles communaux. Au niveau des acteurs non-étatiques, les principaux concernés sont les organisations communautaires, les organisations de la société civile, les fédérations municipales, les ONG, les micros petites et moyennes entreprises et les associations du secteur privé.

- Directions départementales de l'agriculture (MARNDR) et de l'intérieur (MICT).
- Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire.
- Direction des Infrastructures Agricole du MARNDR.
- Directions des Collectivités Territoriales et de la Protection Civile (DCT et DPC) du MICT.
- Collectivités locales : 6 communes du Nord-Est.
- Acteurs locaux des 6 communes cibles (société civile, secteur privé, services déconcentrés).
- Producteurs, ménages et communautés appuyés par l'action.
- Organisations paysannes et/ou coopératives de producteurs agricoles.
- Comités d'irrigants.
- Organisations communautaires de bases, de femmes et de jeunes, et de personnes en situation de handicap.
- ONG haïtiennes et internationales.
- PME agricole et chambre de commerce du département du Nord-Est.
- Directions du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Ressources Naturelles en charge des statistiques agricoles, de la production et des aménagements.
- Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire.
- Facultés et instituts d'agronomie et de recherche environnementale.
- Fédération départementale des Maires.
- Populations vulnérables des communes d'interventions (en particulier les groupes visés : la jeunesse, les femmes et les filles, ainsi que les individus en situation de handicap).

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est d'améliorer les conditions de vie et de la résilience des populations urbaines et rurales du Nord-Est d'Haïti et en particulier des femmes et des jeunes, et ceux provenant des 40 % les plus pauvres de la population.

Les **objectifs spécifiques (OS)** de cette action sont :

OS1 - Améliorer la gouvernance locale du Nord-Est¹⁸.

OS2 - Améliorer durablement la sécurité alimentaire et la productivité agricole du Nord-Est.

OS3 - Améliorer l'aménagement urbain dans les deux pôles urbains du Nord-Est : Ouanaminthe et Fort-Liberté.

Les **produits (P)** de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

¹⁷ <https://plan-international.org/uploads/sites/67/2023/06/Rapid-Gender-Analysis-Haiti-Full-Report-FRA.pdf>

¹⁸ Plus concrètement des 6 communes regroupées dans les arrondissements de Ouanaminthe et Fort-Liberté.

Pour l'OS1 :

PI.1. Capacités des collectivités locales renforcées dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des Plans de Développement Communaux (PCD), comprenant la gestion des risques et désastres.

PI.2. L'offre de produits financiers pour le développement territorial inclusif et résilient aux impacts du changement climatique des communes cibles et des acteurs de la société civile amélioré.

Pour l'OS2 :

P2.1. Systèmes d'irrigations et de drainage des plaines de Marion et Maribaroux avec leur bassins versants respectifs améliorés et protégés.

P2.2. Capacité des producteurs vulnérables ciblés par les investissements agricoles, notamment de femmes, de production agro écologique, de transformation et de commercialisation de produits agricoles, améliorée dans le Nord-Est.

P2.3. L'offre de services agricoles et environnementaux est améliorée et mieux adaptées aux chocs climatiques.

Pour l'OS3 :

P3.1. Capacités du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire renforcées dans le pilotage de la politique urbaine nationale et la planification territoriale inclusive, durable et adaptée aux chocs climatiques des villes de Ouanaminthe et Fort-Liberté.

3.2 Activités indicatives

L'ensemble des activités (A) indicatives identifiées pour atteindre les produits de chaque objectif spécifique sont déclinées ci-dessous :

3.2.1 Activités répondant au OS1 :

PI.1. Capacités des collectivités locales renforcées dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des Plans de Développement Communaux (PCD), comprenant la gestion des risques et désastres.

Les activités identifiées sont les suivantes :

AI.1.1. Définir et mettre en place d'un programme de renforcement des administrations communales¹⁹ incluant le renforcement de la gestion des risques et désastres (Nexus) et la participation des femmes dans la gouvernance locale.

AI.1.2. Appuyer les 6 communes des arrondissements de Fort-Liberté et Ouanaminthe pour l'élaboration et la mise à jour de leurs plans communaux de développement (PCD)²⁰, et pour la mise en place et animation des 6 conseils de développement communaux (CDC²¹). Les PCD viseront à être inclusifs, en prenant en compte les besoins spécifiques des populations visées (jeunes, femmes et personnes en situation de handicap).

AI.1.3. Appuyer la structuration d'initiatives intercommunales et le soutien à la mise en place de l'Agence Technique Local Départemental (ATLD/MICT) de Fort-Liberté²².

PI.2. L'offre de produits financiers pour le développement territorial inclusif et résilient aux impacts du changement climatique des communes cibles et des acteurs de la société civile amélioré. Les activités identifiées sont les suivantes :

¹⁹ Conforme au Plan de Modernisation des Administrations Communales ^[1] et incluant le rôle clé des mairies dans la gestion des risques et désastres.

²⁰ En concertation avec les exercices de planification des autres composantes.

²¹ Conformément à sa composition participative (OSC, Secteur privé) prévu dans le [décret de 2006](#) sur la collectivité municipale.

²² Conformément à la Politique de Décentralisation, cette agence départementale du MICT vient en appui technique aux communes.

A1.2.1. Mettre en place un fonds d'investissement local (FIL) incluant un guichet communal, intercommunal et société civile²³ pour supporter les projets et initiatives locales et en particulier celles portées par les femmes les jeunes et les personnes en situation de handicap²⁴.

A1.2.2. Mettre en place un programme d'accompagnement de la société civile à la gestion de projet, gestion financière, gestion organisationnelle, gestion des risques et désastres et des approches basées sur le genre et l'inclusion sociale.

3.2.2 Activités répondant aux trois produits du OS2 :

P2.1. Systèmes d'irrigations et de drainage des plaines de Marion et Maribaroux avec leur bassins versants respectifs améliorés et protégés. Les activités identifiées sont les suivantes :

A2.1.1. Aménager et réhabiliter des infrastructures d'irrigations et de drainages pour augmenter les surfaces irriguées, réduire l'impact des crues et accroître la productivité agricole²⁵ (1200 Hectares au total +/- 5000 producteurs).

A2.1.2. Aménager et protéger les deux principaux bassins versants de Marion et Jassa²⁶, à travers des mesures adaptées au changement climatique, de conservation des sols, et de restauration des écosystèmes et de la biodiversité²⁷.

P2.2. Capacité des producteurs vulnérables ciblés par les investissements agricoles, notamment de femmes, de production agro écologique, de transformation et de commercialisation de produits agricoles, améliorée dans le Nord-Est. Les activités identifiées sont les suivantes :

A2.2.1. Promouvoir les cultures diversifiées, agro écologique et adaptées au milieu (plaine vs montagne) et au changement climatique, mettant l'accent sur les techniques de lutte contre la sécheresse, la régénération des sols, la prévention de l'érosion, l'utilisation d'engrais biologiques respectueux de l'environnement, ainsi que l'autoproduction et le stockage des semences, à travers la mise en place de paquets techniques et financiers auprès des producteurs vulnérables ciblés par les investissements agricoles.

A2.2.2. Renforcer, accompagner et équiper les Micros, Petites et Moyennes Entreprises de la transformation et de la commercialisation agricole, et en priorité celles gérées par les femmes; améliorer l'offre de produits financiers, et promouvoir les partenariats entre ces MPME et les cantines scolaires.

P2.3. L'offre de services agricoles et environnementaux est améliorée et mieux préparée aux chocs climatiques. Les activités identifiées sont les suivantes :

A2.3.1. Renforcer les capacités de la Direction Départemental Agricole du Nord-Est et des Bureaux Agricole Communaux²⁸ notamment dans la gestion des infrastructures agricoles, et en particulier du système de Marion²⁹ et appuyer le Centre de Production de Plantules Endémiques de Dosmond MDE³⁰.

A2.3.2. Renforcer les capacités des structures de recherche agricole appliquée, des comités de bassins versants et des structures de gestion sociale de l'eau³¹.

3.2.3 Activités répondant aux deux produits de l'OS3 :

P3.1. Capacités du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire renforcées dans le pilotage de la politique urbaine nationale et la planification territoriale inclusive, durable et adaptée aux chocs climatiques des villes de Ouanaminthe et Fort-Liberté. Les activités identifiées sont les suivantes :

²³ Capitalisation du Programme d'Appui à la Gouvernance Décentralisée PAGODE, FIL Sud, Grand'Anse et Sud-Est.

²⁴ Une attention particulière sera portée sur la GRD et un mécanisme sera étudié afin que le FIL puisse répondre aux besoins post-urgences le cas échéant (approche Nexus).

²⁵ Conformément au Plan National d'Investissement Agricole ([PNIA2021](#)).

²⁶ Mettre à jour le plan d'aménagement du bassin versant de Marion, le [plan d'aménagement de Jassa](#) a été réalisé en 2023.

²⁷ En accord avec le [Plan Haïti Biodiversité-2030](#) MDE.

²⁸ Des 6 communes ciblées par le programme.

²⁹ Régulateur de crues, GRD.

³⁰ Ministère de l'Environnement et Direction des Infrastructures Agricoles (DIA).

³¹ Dans le cadre de la refonte du dispositif de gestion des périmètres irrigués à travers les comités d'irrigants.

A3.1.1. Appuyer le Secrétariat Technique du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (ST-CIAT) dans la révision du cadre juridique et stratégique de la ville³².

A3.1.2. Appuyer l'élaboration des PAEEV de Fort-Liberté et Ouanaminthe intégrant la résilience climatique, l'articulation urbain-rural, la place des femmes et des jeunes dans le développement de la ville et la gestion intercommunal des déchets.

A3.1.3. Élaborer des études techniques et avant-projet d'infrastructures prioritaires des PAEEV.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Cette action est alignée sur la priorité stratégique de l'UE "Pacte Vert". La protection de l'environnement et l'adaptation au changement sont au cœur de l'action, qui sera développée autour d'une approche intégrée visant la complémentarité entre l'amélioration de la production et de l'offre alimentaire et nutritionnelle et la bonne gestion des ressources naturelles, particulièrement les eaux et les sols (choix des filières à appuyer, choix des intrants agricoles, protection des bassins versants etc.). Enfin les PME de la transformation et commercialisation agricole appuyées participeront à la protection de l'environnement via la réduction de la dépendance aux produits importés et aux besoins de plastiques (emballages etc.), modérant ainsi parallèlement leurs émissions de carbone. Toute construction ou rénovation compte des opportunités et défis environnementaux et climatiques. Avant d'initier la construction des infrastructures, les compagnies auront à développer un Plan de gestion environnementale pour mitiger les impacts liés aux travaux. La construction prendra également en compte les éventuels effets climatiques ou environnementaux sur l'infrastructure. L'efficacité énergétique et l'utilisation de matériaux de construction amiables avec l'environnement seront encouragées.

L'EIA³³ screening a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action veillera à une participation active des femmes, prendra en compte les besoins différenciés des hommes, femmes, filles et garçons, et ajustera ses activités sur base d'une analyse désagrégée par sexe et par âge, prévue lors du démarrage de l'intervention, pour soutenir en particulier les femmes en situation de vulnérabilité tant en milieu rural qu'urbain. La dimension de genre sera intégrée dans le soutien aux agriculteurs (insertion des femmes dans le tissu économique en zone rurale via la formation technique et entrepreneuriale), dans l'élaboration des PAEEVs ainsi qu'à travers des mécanismes de participation effective des femmes dans la gouvernance locale.

L'action contribue à : (1) la Politique nationale d'égalité femmes-hommes (2014-2034) ; (2) le Plan d'action de genre de l'EU (GAP³⁴ III), principalement à la priorité thématique visant à Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes ; (3) ainsi que le CLIP (plan de mise en œuvre au niveau national du Plan d'Action de Genre III).

Droits de l'Homme

Le respect des droits de l'Homme est une pierre angulaire de la mise en œuvre du programme. Il s'appuie sur les principes fondamentaux de participation, de non-discrimination, de transparence et de dignité humaine. Les populations ciblées sont activement impliquées dans la définition de leurs besoins alimentaires, nutritionnels, environnementaux, urbains et sociaux, et participent à la recherche de solutions durables pour renforcer leur autonomie. La participation de la population cible et des bénéficiaires et la prise en compte de leurs droits sont au cœur de la démarche du programme. La composante 1 du programme, orientée sur la gouvernance locale accordera une grande importance à la participation citoyenne et la prise en compte de leurs droits tant dans les PCD que dans l'accès au financement du FIL des OSC impliqués dans la défense des droits de l'homme et de la femme

³² [Schéma d'Aménagement du Nord/Nord-Est 2012](#).

³³ Environmental Impact Assessment (Action Document Mainstreaming Annex)

³⁴ [Joint communication on the EU Gender Action Plan III](https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf) (JOIN2020/17): https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que les personnes avec handicap font partie des groupes en situation de vulnérabilité qui sont visés par l'OS1 et feront l'objet d'une attention particulière dans les préconisations du FIL. Les schémas d'aménagement urbain intégreront les problématiques de handicap et les personnes en situation de handicap seront consultées et prendront part à l'élaboration des plans d'aménagement.

Le diagnostic de genre effectué au début de l'action inclura également un diagnostic par sexe et âge de la situation des personnes vivant avec un handicap, ainsi qu'une analyse de leurs besoins et priorités, qui influencera le déroulement des différents aspects de cette action.

Réduction des inégalités

Conformément au Marqueur d'Inégalités, cette Action a été notée comme I-2. La réduction des inégalités est l'objectif principal. La question des inégalités territoriales est au centre des critères du choix géographique du Nord-Est pour la mise en œuvre du programme. Ce département est l'un des plus pauvres d'Haïti, et souffre d'une carence d'investissement public, privé et de la coopération internationale, malgré son potentiel et son positionnement stratégique. Le secteur de l'agriculture emploie près de la moitié de la main d'œuvre du pays mais ne contribue qu'à hauteur de 25 % du PIB, faisant face à une concurrence très forte des produits d'importations, contrôlés par une minorité économique. Le programme contribuera à réduire ses inégalités économiques à travers l'augmentation des rendements agricoles des petits producteurs.

Démocratie

Le programme répond au principe de décentralisation, acquis démocratique établie par la constitution de la République d'Haïti, et s'inscrit dans le cadre du chantier de Refondation territoriale établie dans la Politique Stratégique de Développement d'Haïti 2012-2030. Chacune des composantes mettra l'accent d'une part sur la collaboration étroite avec les structures étatiques clés concernées par les secteurs d'intervention du programme et en mettant l'accent sur les espaces de concertation démocratiques établies par les lois haïtiennes régulant chacun des secteurs d'intervention. Cette action embrasse la Territorial Approach for Local Development de l'UE, et s'inscrit dans le l'articulation entre HDP Nexus et le Global Gateway pour l'Amérique latine et les Caraïbes, en renforçant directement les valeurs démocratiques européennes, la bonne gouvernance et transparence et les partenariats égaux.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Le Nord-Est fait face actuellement à un afflux de migrants internes (département de l'Ouest) qui fuient les violences de la capitale, et externes dû au rapatriement massif de migrants haïtiens sur la frontière de Ouanaminthe et Dajabon. Cette situation combinée au regain de tensions sans précédent avec la République Dominicaine, autour d'un différend sur un canal construit par les paysans haïtiens sur la rivière frontalière du Massacre, augmente les risques de conflits. La mise en place du programme sur des secteurs prioritaires des demandes des communautés consultées, et impliquant l'appui aux producteurs, l'amélioration de l'accès à l'eau, l'amélioration de l'accès aux services de bases en milieu urbain, et la mise en place d'un FIL contribuent à la réduction des conflits sociétaux et la stabilisation du pays. En liant la réponse aux besoins de base de la population aux mécanismes de gestion inclusive et participative du territoire, l'objectif est de réduire les sources de conflits sociaux et économiques, et ainsi éviter l'expansion des systèmes de contrôle territorial par les bandes criminelles. Une étude de prévention et résolution de conflit notamment sur la question de la gestion de l'eau, du foncier, de l'arbitrage urbain-rural, et des migrations sera mis en place au démarrage du programme, afin d'anticiper les sources de conflits et de mettre en place les mesures de préventions et d'atténuations nécessaires. Cela pourrait indirectement compléter le travail réalisé par la MSSM dans les zones les plus affectées par la violence.

Réduction des risques de catastrophes

Les catastrophes naturelles sont récurrentes en Haïti, et doivent nécessairement faire partie intégrante de tous les cycles de programmations conformément aux principes de l'approche nexus. La saison cyclonique 2024 s'annonce particulièrement intense avec 11 potentiels ouragans³⁵, et la faille septentrionale du nord de l'île connaît une activité sismique importante. Un objectif du programme est de réduire la vulnérabilité des communautés rurales et urbaines aux aléas climatiques fréquents et destructeurs dans le département à travers la mise en place d'une approche Nexus. Les investissements conséquents accordés aux infrastructures agricoles et aux aménagements de

³⁵ <https://lenouvelliste.com/article/248281/haïti-la-saison-cyclonique-2024-sannonce-hyperactive>

bassins versants auront un effet clé sur la mitigation et la gestion des crues. Un accent particulier sera accordé à l'appui de la DDA dans la gestion du barrage de Marion véritable régulateur des crues de ce Bassins versant. Dans la plaine de Maribaroux les infrastructures agricoles³⁶ prioritaires portent sur l'amélioration du drainage de la plaine, tant pour limiter la destruction des récoltes que pour diminuer l'exposition de Ouanaminthe aux inondations. Les PAEEVs accorderont une place centrale à l'analyse des risques naturels dans leur propositions d'aménagements. Enfin la composante 1 inclura cette approche Nexus en articulant développement durable et renforcement du dispositif local de gestion des risques et désastres SNGRD, soutenu par l'UE, et appuiera les communes et le COUD³⁷ dans la préparation et la réponse efficace aux catastrophes naturelles³⁸. Le modèle d'infrastructure agricole préconisée garantira l'inclusion des normes antisismiques et anticycloniques afin de réduire les risques et vulnérabilités des infrastructures.

Autres considérations, le cas échéant

Migration : L'action se situe sur une zone fortement impactée par l'afflux de migrants internes ou de migrants retournés en provenance de République Dominicaine. La croissance anarchique de la ville de Ouanaminthe est directement liée à la fixation de cette migration dans cette ville frontalière. En intervenant à la fois sur l'urbain et sur le développement rural l'action permettra d'appuyer la maîtrise de cet afflux migratoire, tout en stimulant les opportunités économiques de la zone. Combiné au soutien des collectivités locales et des acteurs de la société civile, ces investissements permettront de limiter les impacts négatifs de cette pression démographique et favoriser les aspects positifs de mobilité humaine et développement inclusif. Les compétences acquises dans des domaines clés (construction, mécanique, agriculture, services) par les migrants retournés de République Dominicaine pourront être valorisées dans les actions du projet.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyenne/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	La situation sécuritaire se dégrade, des blocages de communications et de transports réduisent l'accessibilité des zones d'intervention	Élevée	Moyen	Les structures de gestion du programme devront être situées dans le Nord-Est, et fonctionner de manière autonome pour ne pas être tributaires des évolutions de la question sécuritaire de la capitale. Les partenaires de mise en œuvre suivront l'évolution des contraintes pour pouvoir réagir à temps et identifier d'autres options d'accès. La bonne connectivité du Nord-Est au port et aéroport du Nord d'une part, et à la frontière terrestre avec la République Dominicaine limite le risque d'isolement et les difficultés d'accès.
Environnement externe	Aggravation de la crise politique et incapacité de l'État à délivrer les services de bases minimums dans le Nord-Est	Élevée	Élevé	L'appui continu à l'État haïtien à travers la boîte à outils de l'UE (ex. dialogue politique, Assistance technique et appui budgétaire aux réformes) en coordination avec les autres partenaires au développement permettent une continuation des services de l'État aux populations.

³⁶ Conformément au schéma directeur de la plaine (MARNDNR).

³⁷ Centre d'Opération d'Urgence Départemental de la Direction de la Protection Civile.

³⁸ Action en cours et prévue dans le Nord-Est du Programme GRD appuyant la Direction de la Protection Civile financé par la Banque Mondiale.

				L'approche territoriale du programme et la collaboration étroite avec les services déconcentrés de l'État et les administrations communales permettent d'assurer la continuité.
Personnes et organisation	Insuffisances des compétences d'analyse, technique et de gestion dans les territoires et ville d'interventions	Élevée	Élevé	À prendre en compte sur base d'une analyse approfondie des besoins lors de la définition des programmes de renforcement de capacités des services déconcentrés et administrations communales, tout en évitant au maximum, la substitution.
Environnement externe	Les zones d'intervention sont affectées par de nouvelles catastrophes naturelles ou des maladies des variétés cultivées	Moyenne	Élevé	<p>L'action elle-même vise à améliorer la résilience des zones rurales et urbaines du Nord-Est afin d'éviter des impacts climatiques récurrents auxquels est soumis ce département, et sera centrale dans l'élaboration des différents processus de planification. En termes d'action cela passera notamment par : la diversification des méthodes et type de culture (ex. agroforesterie), la restauration des zones dégradées des bassins versants, la priorisation d'infrastructures jouant un rôle dans la maîtrise et l'évacuation des crues, la prise en compte des risques sismiques dans les constructions.</p> <p>Le soutien du programme au dispositif communal et départemental de GRD, les appuis de l'UE et des autres partenaires au développement à la Direction Générale de Protection Civile facilite la coordination de la réponse en cas de désastres naturels et apporte des réponses appropriées et coordonnées.</p>
Environnement externe	Fermeture des frontières et blocage des ports Variation du taux de change gourde-dollar- euros	Moyenne	Moyen	La priorité donnée aux achats locaux permet de réduire ce risque. De même, une flexibilité sur le dimensionnement des interventions (nombre de personnes/ couverture géographique) est maintenue afin de pouvoir adapter l'action aux variations des coûts et aux fluctuations des taux de change.
Environnement externe	La valorisation des terres agricoles entraine des conflits liés à l'eau et au foncier	Moyenne	Élevé	Le programme devra porter une attention particulière à la prévention des conflits et notamment en ce qui a trait aux conflits fonciers et d'accès à l'eau. Une étude préalable devra être menée afin de comprendre la nature des système agraires et d'élevage en place, la tenure du foncier et identifier les conflits et potentiels conflits existants.

Communication et information	Absences et distance physique rendent difficile le suivi	Élevée	Moyen	Faciliter et augmenter les missions du personnel de la DUE dans la zone d'intervention
------------------------------	--	--------	-------	--

Enseignements tirés :

- L'importance d'adopter une **approche participative**, qui prend en compte les priorités de l'État, des communes, et des bénéficiaires durant l'identification, la conception et la mise en œuvre des interventions, pour un impact durable. Cette approche laisse les communautés façonner leur propre redressement, leur permettant une réelle responsabilisation ;
- Si les opportunités leur sont données, les déplacés internes et les migrants retournés peuvent contribuer positivement à l'économie locale et aux communautés hôtes.
- L'importance d'apporter une **réponse multisectorielle et intégrée** sur un même territoire,
- L'importance de prendre en compte la **réurrence des catastrophes naturelles** qui impacte régulièrement les cycles de programmation ;
- L'importance de **communiquer de manière transparente**, régulière et coordonnée sur les étapes clés du programme ;
- L'importance d'**inscrire les actions dans le cadre des politiques et document de planification stratégique nationale et locale** et de promouvoir la continuité des investissements publics ;
- L'importance de prendre en compte l'ensemble des interventions en cours et prévues des différents PTF pour éviter les doublons et **assurer une vraie complémentarité** ;
- L'importance d'**appuyer et d'accompagner les services départementaux et communaux** afin de renforcer les mécanismes de coordination territoriale entre les deux niveaux et assurer une pérennité de l'action et des leçons apprises ;
- L'importance de **mettre en place des mécanismes de financement adaptés** aux besoins des communes et acteurs locaux ;
- L'importance de prioriser des **modalités de mise en œuvre simple** et qui priorise la solidité des partenariats mis en place entre acteurs opérationnels et institution de l'État.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est de renforcer la gouvernance territoriale intégrée au niveau local, pour valoriser le potentiel agricole, permettre une adaptation aux changements climatiques et améliorer les services de base urbains et ruraux. Ce faisant, l'action contribuera à l'amélioration des conditions de vie et la résilience des populations urbaines et rurales du Nord-Est d'Haïti, en particulier les femmes et les jeunes, et ceux provenant des 40 % les plus pauvres de la population.

Composante 1 : Gouvernance locale/territoriale

En renforçant les capacités des collectivités locales dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des Plans de Développement Communaux (PCD) et en améliorant l'offre de produits financiers pour le développement territorial inclusif et résilient aux impacts du changement climatique des communes cibles, la gouvernance de la région Nord-Est sera améliorée. Les 6 communes cibles bénéficieront d'un programme de renforcement de capacités, sur la base du Programme de Modernisation des Administrations Communales du Ministère de tutelle et sur la base du Système National de Gestion des risques et Désastres. Des mécanismes de concertation avec les citoyens et les services déconcentrés de l'État seront mis en place dans le souci de mettre en cohérence les besoins des populations et les programmes sectoriels des différents ministères, particulièrement sur les secteurs de concentration du programme.

Par ailleurs, l'action appuiera la mise en place de l'Agence Technique de Développement Local départemental sous l'égide du Ministère de l'Intérieur. Cette agence qui existe dans d'autres départements mais pas dans le Nord-Est, est conçue pour fournir un appui technique à l'ensemble des communes d'un département. Enfin, l'ensemble de ce dispositif de renforcement et de planification sera soutenu par la mise en place d'un Fonds d'Investissement Local pour financer les initiatives porteuses des communes en milieu urbain et rural.

Composante 2 : Agriculture Résiliente

En améliorant les systèmes d'irrigations et de drainage des plaines ciblées ; en améliorant la capacité des producteurs pour la production agro écologique, la transformation et la commercialisation de produits agricoles; et en renforçant l'offre de services agricoles et environnementaux mieux adaptés aux chocs climatiques, l'action permettra une amélioration durable de la sécurité alimentaire et la productivité agricole du Nord-Est.

Ces investissements seront combinés à une approche d'aménagement et de protection des deux bassins versant concernés afin de restaurer les parties les plus dégradées et promouvoir une gestion durable basée sur l'agroforesterie et la restauration d'écosystème riche en biodiversité. Par ailleurs, les petits producteurs seront appuyés à travers des paquets techniques et financiers, afin de promouvoir les cultures diversifiées, agro écologiques, adaptées au milieu (plaine vs. montagne) et au changement climatique. Le soutien à la transformation agricole et la commercialisation permettra de renforcer et diversifier le marché de produits agricoles, augmenter la valeur ajoutée du secteur agroalimentaire, et réduire l'insécurité alimentaire. Les partenariats établis entre les transformateurs agricoles et les centres scolaires (cantines) permettront d'une part de prendre en compte les besoins nutritionnelles des enfants dans les choix productifs et d'autre part de soutenir la production transformée localement. Enfin, l'offre de services agricole et environnementale sera renforcée à travers l'appui à la direction départementale.

Composante 3 : Développement urbain résilient

En renforçant les capacités du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire (CIAT) pour le pilotage de la politique urbaine nationale et la planification territoriale inclusive, durable et adaptée aux chocs climatiques des villes de Ouanaminthe et Fort-Liberté, l'aménagement urbain de ces deux pôles sera amélioré.

L'axe principale d'intervention passera par l'élaboration des Plan d'Aménagement d'Extension et d'Embellissement des Villes (PAEEV - Agenda Urbain Haïti / Programme UE Urbayiti) des deux pôles urbains et permettra de capitaliser sur les leçons apprises du programme Urbayiti dans l'Ouest et le Sud du pays. Les PAEEV permettront de s'attaquer aux problématiques liées à une croissance anarchique et promouvoir une extension et un développement maîtrisés.

La sécurisation de sources de financement pour les projets d'infrastructure et de services publics sera également un aspect crucial de cette phase afin d'identifier les potentiels bailleurs nécessaires pour la mise en œuvre des PAEEV.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu) <i>* lié au MIP / ** lié au Global EU Framework</i>	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer les conditions de vie et la résilience des populations urbaines et rurales du Nord-Est d’Haïti, et en particulier des femmes et des jeunes, et ceux provenant des 40 % les plus pauvres de la population.	1. Nombre de personnes ou proportion de la population ayant un meilleur accès aux services de base, par sexe, âge, situation professionnelle, niveau de revenu, condition de handicap, et localisation géographique (urbaine/rurale) (SDG 1.1.1)	2025 : X	2030: X	Rapport et ligne de base du programme/ projet	Non applicable
Réalisation 1	1. Gouvernance locale du Nord-Est améliorée.	1.1 Nombre de communes ayant adopté et mis en œuvre un Plan communal de Développement mis à jour. *	2025: 0	2030: 6	Publications par arrêtés municipaux,	Des élections municipales sont organisées et les nouvelles collectivités territoriales sont mises en place.
		1.2 Nombre de projets portés par les mairies et les OSC renforcés, financés (FIL) avec le soutien de l’UE (ventilé par thématique, âge, femme, autres)**	2025: 0	2030 :X	Rapport et ligne de base composante l	
Réalisation 2	2. Sécurité alimentaire et productivité agricole améliorées durablement dans le Nord-Est.	2.1. Prévalence de l’insécurité alimentaire modérée ou sévère dans la population, sur la base de l’échelle d’expérience de l’insécurité alimentaire (FIES), ventilée par lieu, revenu du ménage, composition. (ODD2)**	2025: X	2030: X	Rapport IPC Insécurité alimentaire CNSA	Aucun évènement naturel majeure (cyclone) n’impacte le Nord-Est d’Haïti.
		2.2. Proportion de la surface agricole consacrée à l’agriculture productive et durable (ODD 2.4.1)	2025: X	2030: X	Rapport et ligne de base composante 2 et données MARNDR	
		2.3. Nombre de petits agriculteurs appuyés par les interventions de l’UE dont la production et l’accès aux marchés ont augmenté en distinguant le sexe et l’âge des bénéficiaires*	2025: X	2030: X		
Réalisation 3	3. Aménagement urbain amélioré dans les deux pôles urbains du Nord-Est : Ouanaminthe et Fort-Liberté.	3.1 Nombre de mesures favorisant la planification urbaine intégrée qui ont été mises en œuvre par le gouvernement avec le soutien de l’UE (indicateur clé OPSYS)**	2025: X	2030:X	Rapport et ligne de base composante 3 et données CIAT	Aucun évènement naturel majeure (tremblement de terre) n’impacte le Nord-Est d’Haïti.
		3.2 État d’avancement de l’adoption des plans de développement urbain dans les villes cibles (indicateur clé OPSYS)**	2025:0	2030: 2	Publication au journal officiel ou arrêté municipal	Le mandat du CIAT est maintenu par le nouveau gouvernement.

Produit 1 (lié à la réalisation 1)	1.1 Capacités des collectivités locales renforcées dans la planification, la programmation et la mise en œuvre des Plans de Développement Communaux, comprenant la gestion des risques et désastres	1.1.1 Nombre de cadres des administrations municipales et départementales ayant été formés sur les champs de compétences de la commune (désagrégation par sexe, âge et condition de handicap) (GAP III).**	2025: 0	2030: X	Rapport et ligne de base composante 1, Publication arrêtés municipaux	Les autorités communales sont pleinement engagées dans le développement de leur territoire.
		1.1.2 SDG 11.b.2. Proportion des gouvernements locaux qui adoptent et mettent en œuvre des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe en accord avec les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe (indicateur de base OPSYS).**	2025: 0%	2030: 100%		
Produit 2 (lié à la réalisation 1)	1.2 Offre de produits financiers pour le développement territorial inclusif et résilient aux impacts du changement climatique des communes cibles et des acteurs de la société civile amélioré.	1.2.1 Nombre de projets communaux et intercommunaux financés par le programme, ventilés par sexe et âge du porteur	2025: 0	2030: X	Rapport et ligne de base composante 1	Le FIL est opérationnel au démarrage du programme et prend en compte les besoins et capacités des communes.
		1.2.2 Nombre d'initiatives de la société civile appuyées par le Fonds d'Investissement Local	2025: 0	2030: X		
		1.2.3 Nombre d'acteurs de la société civile ayant été formés dans la gestion de projets, gestion organisationnelle et des approches basées sur le genre et l'inclusion sociale (désagrégation par sexe, âge et condition de handicap)	2025: 0	2030: X		
Produit 1 (lié à la réalisation 2)	2.1. Systèmes d'irrigation et de drainage des plaines de Marion et Maribaroux avec leurs bassins versants respectifs améliorés et protégés	2.1.1 Nombre d'hectares de terre arable irrigués grâce au support de l'UE**	2025: 0	2030: 1200 hectares	Rapport et ligne de base composante 2 et données MARNDR et du MDE	Des coopérations/ collaborations sont effectives et les choix des aménagements sont concertés et validés entre toutes les parties prenantes. Les échéances d'exécution opérationnelle et financière sont respectées et conformes aux modalités convenues
		2.1.2 Écosystèmes agricoles et pastoraux dans lesquels des pratiques de gestion durable des terres et de l'eau ont été introduites (hectares)**	2025: X	2030: X		
		2.1.3 Nombre d'hectares consacrés au reboisement/à la reforestation**	2025: X	2030: X		
Produit 2 (lié à la réalisation 2)	2.2. Capacités des producteurs vulnérables ciblés par les investissements agricoles,	2.2.1 Nombre de personnes ayant reçu des intrants et des biens (par exemple du bétail, des semences, des outils, etc.) grâce à un financement de l'UE, ventilé par sexe, âge, niveau de revenu, condition de	2025: 0	2030: X	Rapport et ligne de base composante 2	La production agricole ne subit aucuns aléas climatiques, hydriques ou de rupture

	notamment de femmes, de production agro écologique, de transformation et de commercialisation de produits agricoles améliorées dans le Nord-Est	handicap, et par bénéficiaire, valeur et type d'intrant (GAPIII).**			et données MARND	d'intrants. Les petits exploitants sont ouverts et s'adaptent au changement de pratique culturales introduites Tous les services proposés aux petites et moyennes entreprises (paquets technique, fourniture d'intrants, services financiers) sont mis en place et opérationnels
		2.2.2 Nombre (et %) de petits exploitants pratiquant l'agriculture durable (par exemple, l'agriculture de conservation, les approches de l'agriculture intelligente face au climat (AIC, etc.), (désagrégation par sexe, âge, niveau de revenu, et condition de handicap) (GAP III).**	2025: X	2030: X		
		2.2.3 Production moyenne/ha dans les zones appuyées par l'UE, par type de culture*	2025: X	2030: X		
		2.2.4 Nombre de micros, petites et moyennes entreprises qui obtiennent des services financiers (désagrégation par sexe, niveau de revenu, âge et condition de handicap) (GAP III)**	2025: 0	2030: X		
Produit 3 (lié à la réalisation 2)	2.3 L'offre de services agricoles et environnementaux est améliorée et mieux préparée aux chocs climatiques.	2.3.1 Nombre de personnes bénéficiant de services de conseil rural avec le soutien de l'UE, ventilé par sexe, âge, niveau de revenu, et origine ethnique le cas échéant **(2-7)	2025: 0	2030: X	Rapport et ligne de base composante 2 et données MARND et MDE	Les instances sont accessibles et fournissent tous les services utiles. Les relations et la collaboration entre les différentes parties prenantes et les autres catégories d'acteurs actifs dans le territoire sont effectives.
		2.3.2 Nombre de groupes de parties prenantes participant à une plateforme multipartite établie/renforcée avec le soutien de l'action (représentants du secteur public, du secteur privé, des OSC et des petits exploitants)**	2025: 0	2030: X		
Produit 1 (lié à la réalisation 3)	3.1 Capacités du Comité Interministériel de l'Aménagement du Territoire renforcées dans le pilotage de la politique urbaine nationale et la planification territoriale inclusive, durable et adaptée aux chocs climatiques des villes de Ouanaminthe et Fort-Liberté	3.1.1 Statut de l'adoption de la politique urbaine nationale par le gouvernement**	2025: 0	2030: adoptée	Publication au journal officiel arrêté municipal	Les parties prenantes sont consultées et participent activement à tout le processus d'élaboration des PAEEV
		3.1.2 État d'avancement de l'adoption des plans de développement urbain dans les villes cibles (indicateur clé OPSYS)**	2025: 0	2030: 2 PAEEV adoptés		

• Indicateurs du MIP (*) // Indicateurs Global Europe Results Framework (GERF) (**)

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République d'Haïti.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³⁹.

4.3.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet des subventions :

Les trois subventions prévues contribueront à atteindre les trois objectifs spécifiques suivants :

- **Pour la composante 1 :** *Améliorer la gouvernance locale du Nord-Est⁴⁰.*
- **Pour la composante 2 :** *Améliorer durablement la sécurité alimentaire et la productivité agricole du Nord-Est.*
- **Pour la composante 3 :** *Améliorer l'aménagement urbain dans les deux pôles urbains du Nord-Est : Ouanaminthe et Fort-Liberté.*

b) Type de demandeurs visés :

- ONG internationale.
- Organisme Public.

c) Justification d'une subvention directe :

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions, en vertu de l'article 195 du règlement financier, alinéa (f) :

- **Pour la composante 1 :** à *Initiative Développement (ID)* ;
- **Pour la composante 2 :** à *Welthungerhilfe (WHH)* ;

³⁹ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

⁴⁰ Plus concrètement des 6 communes regroupées dans les arrondissements de Ouanaminthe et Fort-Liberté.

- **Pour la composante 3 :** au *Secrétariat technique du Comité interministériel d'aménagement du territoire (ST-CIAT)*.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car :

La mise en œuvre des programmes et projets de coopération en Haïti représente un défi majeur pour assurer l'impact attendu. L'analyse des programmes les plus efficaces révèle des modalités d'exécution qui s'avèrent fonctionnelles, directement liées à la capacité effective de portage stratégique, technique et politique d'organisme public, l'analyse des acteurs opérationnels sur les zones d'interventions, la qualité de leurs interventions et la solidité des partenariats établi entre les acteurs opérationnels et les institutions étatiques.

Après une analyse exhaustive des organismes ayant une capacité de mise en œuvre démontrée et reconnue par les institutions publiques (Primature, MARNDR et MICT), bailleurs de fonds, collectivités locales, OSC locales, et l'UE et de ses États membres, une capacité technique et opérationnelle dans la région, et spécialisation dans les secteurs d'intervention, des subventions directes sont proposées aux organismes susmentionnés pour les raisons suivantes :

- **Pour la composante 1 :** *Initiative Développement (ID)*, ONG spécialisée dans la gouvernance locale disposant d'un cadre de partenariat stable avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales et avec expérience récente financée par la coopération suisse.
- **Pour la composante 2 :** *Welthungerhilfe (WHH)*, seule ONG intervenant dans le secteur de l'irrigation dans le Nord-Est, disposant d'un cadre de partenariat stratégique avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) et les Directions départementales du ministère de l'Agriculture (DDA), partenaire privilégié de la coopération allemande (GIZ) en Haïti avec une très forte expertise opérationnelle et technique du secteur agricole du Nord-Est, en particulier de l'irrigation.
- **Pour la composante 3 :** *Secrétariat technique du Comité interministériel d'aménagement du territoire (ST-CIAT)*, placé sous l'égide de la Primature (Bureau du Premier Ministre), est la seule institution publique disposant de la capacité de portage politique, stratégique et technique de l'urbain en Haïti, reconnue par l'ensemble des bailleurs de fonds comme l'un des rares organismes publics exerçant un réel leadership institutionnel, sectoriel et technique.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères suivants :

- Capacité de mise en œuvre démontrée et reconnue par les institutions publiques (Primature, MARNDR et MICT), bailleurs de fonds, collectivités locales, OSC locales, et l'UE et de ses États membres ;
- Capacité technique et opérationnelle dans la région et expertise dans les secteurs d'intervention.

4.3.2 Gestion directe (marchés publics):

Marché de services d'assistance technique pour assurer la coordination du programme et favoriser les synergies entre les différentes composantes, fournir un support technique supplémentaire et effectuer le suivi et le monitoring des activités. L'AT devra être basée dans le Nord-Est et assurera un suivi rapproché du programme dans un contexte où le suivi opérationnel et les missions terrains de l'UE sont difficiles à organiser. L'AT aura la charge de certaines études spécifiques (ligne de base/fin, analyses de genre, conflits, etc.) et pourra mobiliser de l'expertise court terme sur des domaines connexes au programme en fonction des besoins pouvant apparaître au cours de la mise en œuvre. Enfin elle servira de point de liaison avec les différentes unités thématiques intéressées à soutenir techniquement le programme.

4.3.3 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la modalité privilégiée en gestion directe ne pourrait pas être mise en œuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, les options de remplacement sont les suivantes :

Pour les Composantes 1 « *Améliorer la gouvernance locale du Nord-Est* », 2 « *Améliorer durablement la sécurité alimentaire et la productivité agricole du Nord-Est* » et 3 « *Améliorer l'aménagement urbain dans les deux pôles urbains du Nord-Est : Ouanaminthe et Fort-Liberté* », prévues en gestion directe (subventions), ainsi que pour l'AT, prévue en gestion directe (marchés publics) : via gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution, sélectionné sur la base des critères suivants : expérience passée dans la mise en œuvre de projets dans les secteurs concernés en Haïti et de préférence avec une expérience préalable spécifique dans la zone du projet.

4.4. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI – Europe dans le monde).

4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.3	
<i>Améliorer la gouvernance locale du Nord-Est (Composante 1)</i> composée de	
Subventions (gestion directe) – voir section 4.3.1	5 500 000
<i>Améliorer durablement la sécurité alimentaire et la productivité agricole du Nord-Est (Composante 2)</i> composée de	
Subventions (gestion directe) – voir section 4.3.1	12 000 000
<i>Améliorer l'aménagement urbain dans les deux pôles urbains du Nord-Est : Ouanaminthe et Fort-Liberté (Composante 3)</i> composée de	
Subventions (gestion directe) – voir section 4.3.1	3 000 000

Sous-total Subventions (gestion directe) - voir section 4.3.1	20 500 000
AT en appui à la mise en œuvre et coordination du programme – Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.3.2	2 000 000
5.2 - Évaluation	300 000
5.3 - Audit	200 000
Totaux	23 000 000

4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

Un **Comité de Pilotage** sera mis en place pour superviser et approuver l'orientation générale et les différentes composantes du programme. Le comité de pilotage du projet se réunira au moins annuellement sous la présidence du Ministère de l'Économie et des Finances avec lequel sera signé la convention de financement.

Un **Comité Technique** sera constitué avec les parties prenantes du département Nord-Est, les directions départementales, les communes cibles et d'autres acteurs locaux (table de concertation scolaire, représentants de la société civile et secteur privé) et les entités responsables de l'exécution, pour s'assurer de la bonne circulation des informations, l'articulation entre les différents volets du programme, et enfin la recherche de synergie et de complémentarité avec les autorités et avec les programmes des autres bailleurs dans le département du Nord-Est. Les termes de référence du comité technique seront élaborés au début du programme et validés par le Comité de pilotage qui désignera les membres. Il prendra connaissance de l'avancement et d'autres produits qui seront compilés et soumis par la cellule d'appui (AT recruté à cet effet) qui assurera l'organisation et le secrétariat du comité. En cas de besoin et en fonction des résultats intermédiaires et/ou du contexte, ce comité technique pourra soumettre à la décision du Comité de pilotage des suggestions/recommandations de réorientation du programme. Il se réunira 2 fois par an, et pourra également faire l'objet de réunions ad hoc, convoquées par le Président du Comité de pilotage ou à sa propre initiative. Sa composition sera déterminée au démarrage du programme et comprendra toutes les parties prenantes. Le Comité pourra, de manière ad hoc et à titre d'observateurs, inviter des représentants d'autres organismes impliqués dans le déroulement du programme, en fonction des sujets à traiter.

L'**Assistance Technique** (AT) chargée de l'appui à la coordination du programme assurera les fonctions suivantes : le secrétariat technique, le suivi/évaluation et l'appui technique ponctuel. Cette AT sera composée d'assistants techniques intervenant soit à temps plein, soit par le biais de missions très régulières ainsi que d'un éventuel pool d'assistance technique court terme mobilisable au gré des besoins. La localisation physique de l'entité sera à Fort-Liberté où Ouanaminthe dans le Nord-Est.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités des partenaires chargés de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre mettent en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élaborent régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. L'Assistance technique, sur la base de ces rapports et d'analyses complémentaires, produira un rapport consolidé sur l'état d'avancement du Programme dans son ensemble. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi des projets, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Ces modalités seront définies postérieurement par l'assistance technique en charge de l'appui à la coordination du programme, qui établira sous réserve de l'approbation de la commission :

- les modalités de suivi et d'établissement de rapports sur les indicateurs de la matrice du cadre logique, y compris la collecte de données de référence et la collecte de données,
- la répartition des tâches relevant de la responsabilité des partenaires chargés de la mise en œuvre sur la base des dispositions prévues dans les documents de projet de chaque composante.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, des évaluations à mi-parcours et finale seront effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours du programme sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne : les niveaux de mise en œuvre de chaque composante, l'adéquation des investissements en infrastructures prévus et des subventions octroyées avec les priorités des documents de planification territoriale et sectorielle élaborés, la prise en compte des gaps stratégiques identifiés non couverts pouvant justifier l'intention de lancer une deuxième phase de l'action. En fonction des résultats de l'évaluation, certains aspects du programme et de ses composantes pourront être modifiés ou réorientés.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que ce programme s'inscrit dans une vision novatrice centrée sur le développement territorial intégré, incluant une approche multisectorielle ambitieuse et proposant un cadre d'articulation urbain rural pilote.

Toutes les évaluations doivent déterminer dans quelle mesure l'action tient compte de l'approche fondée sur les droits de l'homme et comment elle contribue à l'égalité entre les hommes et les femmes, à l'autonomisation des femmes et à l'intégration des personnes handicapées. Les équipes d'évaluation seront assurées de disposer d'une expertise en matière de droits de l'homme, d'égalité entre les hommes et les femmes et de handicap.

La Commission informera les partenaires de mise en œuvre au moins 30 jours avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Les partenaires chargés de la mise en œuvre collaboreront de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du programme.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document « [*Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures*](#) », publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE restent une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenu de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficace à l'échelle nationale.